

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
POUR L'AMENAGEMENT DE LA ZONE « ILBARRITZ MOURISCOT »**

**SIEGE : HOTEL DE VILLE DE BIARRITZ (64200)**

**TELEPHONE : 05.59.41.59.41**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

**SÉANCE DU 14 MARS 2024**

**Présents : Mme Maider AROSTEGUY (Présidente) - M. Emmanuel ALZURI - M. Marc BERARD - M. Marc CAMPANDEGUI - M. Edouard CHAZOUILERES - Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS - Mme Valérie SUDAROVICH - M. Michel LABORDE**

**Secrétaire de séance : Mme Valérie SUDAROVICH**

**Absents ou Excusés : M. Brice MORIN**

**Mode de gestion des amortissements**

Monsieur ALZURI présente le rapport suivant.

Mes chers collègues,

Conformément aux dispositions de l'article L.2321-2 alinéa 27 du Code général des collectivités territoriales, les Communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants et les groupements de Communes dont la population totale est égale ou supérieure à ce seuil sont tenues de pratiquer l'amortissement de leurs biens. Par ailleurs, la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cette disposition implique un changement de méthode comptable puisque, sous la nomenclature M14, le Syndicat calculait les dotations aux amortissements en année pleine (début des amortissements au 1<sup>er</sup> janvier N+1 de l'année suivant la mise en service du bien).

L'amortissement prorata temporis est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement prend effet à la date de mise en service de l'immobilisation. Par mesure de simplification, il est proposé de retenir la date du dernier mandat d'acquisition de l'immobilisation comme date de mise en service, sauf cas particulier, car le mandat suit effectivement le service fait.

Ce changement de méthode comptable relatif au prorata temporis s'applique de manière prospective, uniquement sur les nouveaux flux réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, sans retraitement des exercices clôturés. Les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

En outre, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis. Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et dans la logique d'une approche par enjeux, d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 750 € HT. Il est proposé que les biens de faible valeur soient amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Le champ d'application des amortissements des Communes et de leurs établissements publics reste défini par l'article R.2321-1 du CGCT qui fixe les règles applicables aux amortissements des Communes. Dans ce cadre, les communes et leurs établissements publics procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé à l'exception :

- des œuvres d'art ;
- des terrains (autres que les terrains de gisement) ;
- des frais d'études et d'insertion suivis de réalisation ;
- des immobilisations remises en affectation ou à disposition ;
- des agencements et aménagements de terrains (hors plantation d'arbres et d'arbustes) ;
- des immeubles non productifs de revenus.

En outre, les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens à l'exception :

- des frais relatifs aux documents d'urbanismes visés à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme qui sont amorti sur une durée de dix ans ;
- des frais d'études non suivies de réalisations, obligatoirement amortis sur une durée maximum de cinq ans ;
- des frais de recherche et de développement amortis sur une durée maximum de cinq ans en cas de réussite du projet et immédiatement, pour leur totalité, en cas d'échec ;
- des frais d'insertion amortis sur une durée maximum de cinq ans en cas d'échec du projet d'investissement ;
- des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée maximale de :
  1. cinq ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études ;
  2. trente ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
  3. quarante ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national (exemples : logement social, réseaux très haut débit...).

Pour les autres catégories de dépenses, les durées d'amortissement correspondent à la durée probable d'utilisation.

Les durées d'amortissement proposées sont énumérées dans le tableau annexé à la présente délibération.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

- approuver les durées d'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles du patrimoine communal, des subventions d'équipement versées, telles que proposées ci-dessus et dans le tableau annexé à la présente délibération, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
- approuver le calcul de l'amortissement au prorata temporis, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
- fixer à 750 € HT le seuil en deçà duquel l'amortissement d'un bien est réalisé en un an (biens de faible valeur) ;
- approuver la dérogation au prorata temporis sur les biens de faible valeur, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
- autoriser l'amortissement des subventions d'investissement amortissables dans les mêmes conditions que les biens subventionnés ;
- autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document relatif à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITÉ**

Fait et délibéré les mêmes, jour, mois et an que dessus et le présent extrait certifié conforme au registre  
Biarritz, le 14 mars 2024  
La Présidente

